



Independent observer
of the Global Fund

BILAN DE LA 6ÈME CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL

Dianne Stewart dirige depuis 2 ans le département des relations avec les bailleurs au Fonds mondial. Elle connaît l'institution depuis ses débuts, auxquels elle a participé de 2002 à 2008 puis a ensuite rejoint la Banque Mondiale pour collaborer sur des sujets relatifs à la santé mondiale. Dianne a accepté d'analyser avec nous les enjeux auxquels cette Reconstitution historique a fait face, et de dresser le bilan de 16 mois d'une campagne mémorable.

1. En quoi cette Reconstitution est-elle différente des précédentes ?

Le bilan de ces 14 milliards de \$ est exceptionnel, jamais lorsque nous étions aux débuts du Fonds mondial nous aurions imaginé une telle mobilisation. Ce résultat a pu être atteint grâce à la mobilisation sans précédent de tous les partenaires : d'une part, les bailleurs traditionnels (G7, UE, membres de l'OCDE-CAD) avec lesquels nous avons construit une relation durable et solide ; d'autre part, les bailleurs de fonds émergents (G20, pays de mise en œuvre, particulièrement d'Afrique). Un nombre important de nouveaux bailleurs a émergé venus de tous les continents, en particulier des Emirats Arabes Unis, d'Azerbaïdjan, d'Arménie. Enfin, nous sommes parvenus à renouer le contact avec quelques bailleurs de fonds publics qui avaient cessé de contribuer comme l'Espagne notamment. L'autre grand succès vient de la contribution du secteur privé qui a atteint son cible et a mobilisé un peu plus d'un milliards de dollars US, nous y reviendrons dans la discussion.

Cette reconstitution s'est caractérisée par une mobilisation de la communauté internationale qui a su aller au-delà des clivages politiques, sectoriels et autres pour démontrer son engagement et sa volonté d'en finir avec les maladies et d'accélérer le progrès vers l'Objectif du Développement Durable 3 d'ici 2030. L'Expérience s'est révélée unique en ce que nous sommes parvenus à assurer une forte cohérence entre tous les éléments de la campagne, et les arguments d'investissements. Avec l'annonce de la France de

devenir l'hôte de cette Reconstitution dès le mois de mai 2018, nous avons eu beaucoup plus de temps pour élaborer les éléments d'argumentation que lors de la Reconstitution précédente (6 mois se sont écoulés entre l'annonce et la Conférence en septembre 2016). Cela nous a permis de mieux travailler nos messages, et de nourrir tout cela avec des exemples, afin de rendre les choses plus humaines. Cela a également contribué à garantir une très bonne appropriation de l'argumentaire par les partenaires français (gouvernement et organisations de la société civile).

2. Quels sont selon vous les arguments qui ont le plus pesé dans la décision des bailleurs de contribuer au Fonds mondial jusqu'à la somme historique de 14 milliards de dollars ?

L'Argumentaire d'investissement qui a été lancé en janvier 2019 présente les principaux arguments en faveur d'une reconstitution d'au moins 14 milliards de dollars US pour le Fonds mondial:

- l'urgence de faire le choix décisif d'accélérer le mouvement pour mettre fin aux épidémies d'ici 2030 et atteindre la santé pour tous
- le partenariat du Fonds mondial s'appuie sur de solides antécédents en matière d'impact, et contribue au renforcement des systèmes de santé ainsi qu'à la sécurité sanitaire mondiale
- le partenariat s'engage à innover plus, collaborer plus efficacement avec les autres acteurs de santé mondiale, pour mettre en œuvre les programmes plus efficacement, et aider les pays à mobiliser davantage de ressources nationales pour la santé
- le Fonds mondial joue un rôle catalytique important pour le financement et le progrès vers l'ODD 3, avec un retentissement important sur l'ensemble des Objectifs du Développement Durable.

L'argumentaire sortait du cadre des 3 maladies et mettait en avant l'agenda 2030 sur la santé, ainsi que la question centrale du renforcement des systèmes de santé, et cela a certainement été crucial pour le succès.

En plus de l'Argumentaire d'investissement, nous avons également lancé une campagne de communication pour engager le grand public, notamment avec 'la lettre ouverte aux enfants de 7 ans' qui invitait chacun à exprimer son engagement pour tenir notre promesse de mettre fin aux épidémies d'ici 2030.

3. Comment analysez-vous l'engagement encore plus prononcé du secteur privé ?

Le secteur privé a atteint son objectif et a dépassé la barre du milliard de dollars pour la première fois. Des donateurs de longue date du secteur privé, tels que la Fondation Bill et Melinda Gates (17%), Product (RED) (50%), Comic Relief (36%) et Takeda (100%), ont pris des engagements supplémentaires. Des engagements importants, comme celui de Sri Dato Tahir (30 millions de dollars), ont été renouvelés. Les donateurs importants, nouveaux ou existants, tels que la Fondation du Fonds d'investissement pour les enfants (CIFF), Rockefeller, Rotary et Co-Impact fournissent une plate-forme pour la croissance future. En outre, 11 nouveaux partenaires du secteur privé se sont engagés à soutenir l'innovation et à améliorer la mise en œuvre dans des domaines de programme critiques. Pour en citer que quelques exemples, des partenariats avec Google Cloud, Mastercard, Microsoft, la Société Générale et la Fondation Thompson Reuters ont été lancés lors d'un événement de préprogramme sur l'Innovation à Lyon.

Cet engagement accru du secteur privé montre à quel point le Fonds mondial fonctionne en tant que promoteur du partenariat public-privé (PPP) et que les acteurs du secteur privé reconnaissent la valeur et l'efficacité du Fonds mondial. Nous avons un argumentaire d'investissement convaincant, qu'il s'agisse de nos résultats ces 17 dernières années et de notre impact, notre retour sur investissement, notre image de marque, etc. Le Fonds mondial est un bon investissement, non seulement en ressources financières mais également en expertise, compétences, technologie et innovation.

Cela montre également que les efforts que le Secrétariat a déployés pour mettre à jour le cadre et la stratégie d'engagement du secteur privé ont été efficaces: nous avons récemment amélioré nos

processus de diligence raisonnable (« internal due diligence processes), examiné la politique en matière de contributions restreintes du secteur privé (« policy for restricted financial contributions from the private sector »)... Il faut continuer à évoluer et innover dans ces domaines pour rester compétitif.

Il est intéressant d'observer qu'il y a eu un vrai dialogue également entre donateurs du secteur privé qui se sont encouragés les uns les autres. Ils ont engagé plusieurs nouveaux partenaires portant sur l'amélioration de la mise en œuvre avec la proposition d'idées innovantes. C'est une valeur ajoutée importante avec des entreprises à forte ajoutée, qui bénéficiera directement aux programmes pour en améliorer l'impact.

4. Quel rôle la société civile a-t-elle joué dans ce processus ? En quoi cela a-t-il facilité la mobilisation politique et financière ?

Le partenariat du Fonds mondial a la chance d'avoir en son sein « un écosystème » riche et dynamique de société civile et des communautés qui sont à la fois actifs dans le plaidoyer sur le plan global, régional et national mais aussi dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre les maladies et/ou de santé communautaire et le dialogue sur le financement national de la santé. Lors de la campagne de la 6ème reconstitution qui a duré près d'un an, la mobilisation de la société civile, des membres des communautés et des autres partenaires de plaidoyer ont été vraiment importants et cruciaux. Des campagnes de mobilisation ont été menées à tous les niveaux. Les voix de la société civile et des communautés, y compris des jeunes représentant les communautés vivant ou affectées par les trois maladies, étaient également très présentes lors de la conférence à Lyon.

Quelques points particuliers en termes du rôle de la société civile dans la mobilisation financière et politique autour de la reconstitution :

La société civile française – engagement au niveau du Groupe de travail élargi pour l'organisation de la Conférence de Lyon, y compris des événements de préprogramme et stands ; des activités de mobilisation en France et dans les pays de mise en œuvre ont été mises en œuvre.

Les Amis du Fonds et autres ONGs partenaires de plaidoyer actifs dans les pays donateurs – mise en œuvre en coordination avec le Secrétariat des stratégies d'engagement adaptées à chaque région; nous avons procédé à une analyse politique sur l'engagement des décideurs lors des processus budgétaires; des événements de visibilité et campagne de mobilisation et de sensibilisation du grand public ont également été organisés.

Le réseau GFAN avec GFAN-Hubs d'Asie-Pacifique et d'Afrique – a contribué à amplifier et diffuser les messages clés (l'approche 'aligned not alike') sur les résultats, l'impact et sur l'importance de la reconstitution du Fonds mondial. L'engagement des GFAN Hubs A-P et Afrique a atteint un niveau de coordination et de sophistication sans précédent, avec les « days of action » et des campagnes « Love more, Give more » et « Heroes Give More ».

Autres ONGs et réseaux – Il convient également de noter le travail extraordinaire accompli au niveau national par les organisations et réseaux nationaux de la société civile, dont le rythme et les pressions constants ont été absolument essentiels pour augmenter ou maintenir le niveau des engagements tant des contributions au Fonds mondial que le financement national de la santé.

5. Au vu de l'engagement des pays africains à devenir contributeurs, et sachant que la mobilisation des ressources domestiques reste une question difficile dans les pays, quel rôle de levier peut jouer le Fonds mondial ?

Il y a eu un engagement sans précédent des pays africains puisque 24 d'entre eux ont annoncé des promesses de dons pour la période 2020-22 dont plus de la moitié sont des pays d'Afrique francophone. Cet engagement de plus de 76 million de dollars US, deux fois plus que la dernière fois, démontre la volonté des pays d'Afrique de participer à l'effort global de mettre fin aux épidémies. Cela vient en plus de leur engagement à mobiliser et investir plus de ressources nationales.

L'Argumentaire d'investissement projette une augmentation importante des ressources nationales et nous savons que nous n'arriverons pas à générer l'impact promis sans les 46 milliards de dollars US investis

par les pays dans leurs propres programmes. C'est pourquoi, plus important encore que concrétiser les promesses de dons, nous allons travailler pour renforcer notre rôle de levier et aider les pays à mobiliser et mieux utiliser les ressources nationales en santé.

Il n'y a pas d'approche unique et chaque solution est développée mieux correspondre au contexte unique de chaque pays. Les activités sont hautement différenciées selon les contextes différents des pays mais nous pouvons les catégoriser comme suite :

- Application plus efficace de la politique du Fonds mondial en matière de co-financement ;
- Renforcement des capacités technique et de plaidoyer pour permettre aux acteurs locaux, par e.g., Ministère de la santé/responsable des programmes de lutte contre les maladies, la société civile, les parlementaires, etc. de mieux intervenir dans leurs propres rôles et domaines en faveur de plus d'investissement dans la santé ; la mobilisation, l'allocation et l'utilisation plus efficaces des ressources domestiques ; etc.
- Facilitation des dialogues multisectoriels nationaux sur le financement de la santé ;
- Etablissement et gestion des partenariats et des mécanismes innovants pour le financement national de la santé (e.g. avec l'Union Africaine, la Banque mondiale, l'Agence française de développement, etc.)

6. Quels sont les enjeux et la responsabilité aujourd'hui pour le Fonds mondial avec ces 14 milliards ?

Le résultat de la reconstitution est un vote de confiance massif envers le Fonds mondial dans son ensemble, de la manière dont nous allouons les ressources, négocions et accordons les subventions, en passant par la façon dont nous gérons nos finances, les relations avec les partenaires, les risques, les TI, le personnel, la gouvernance, etc. – en résumé toute notre action.

Maintenant, c'est à nous de saisir l'occasion que nous avons créée. Nous avons plus de ressources que jamais. Nous devons démontrer que nous pouvons les investir pour obtenir encore plus d'impact, sauver beaucoup plus de vies, catalyser encore plus de ressources nationales, et parvenir à un changement radical vers la fin des épidémies et de la réalisation de l'ODD 3.

Le résultat de la reconstitution représente une opportunité extraordinairement excitante, mais aussi une énorme responsabilité. Nous devons à ceux qui ont fait les promesses de contributions et aux millions de contribuables derrière eux de bien faire les choses. Nous le devons encore plus à ceux qui souffrent du VIH, de la tuberculose et du paludisme ou qui sont vulnérables au VIH.

[Read More](#)
